

Article 4 : Les expropriés percevront une indemnité juste et préalable.

Article 5 : La présente déclaration d'utilité publique est valable pour une durée de trois (3) ans.

Article 6 : Les opérations d'expropriation doivent se réaliser dans un délai de douze (12) mois au plus tard.

Article 7 : La saisine éventuelle du juge de l'expropriation n'a point d'effet suspensif sur la procédure d'expropriation.

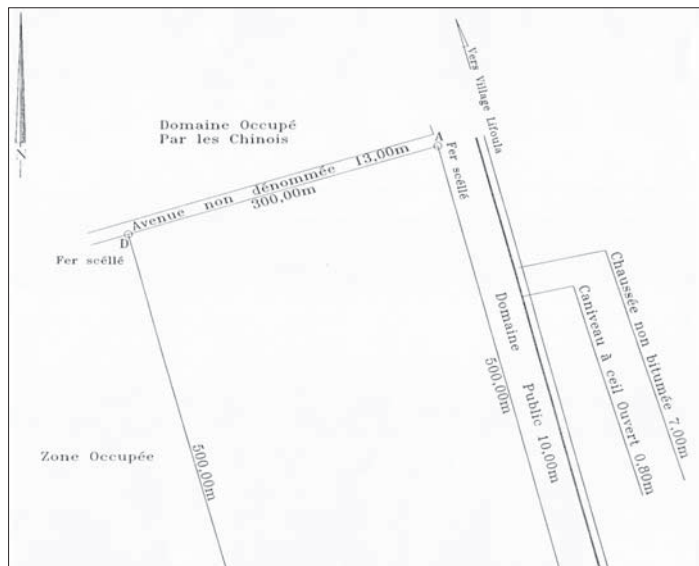
Article 8 : La présente déclaration d'utilité publique emporte réquisition d'emprise totale des surfaces visées par l'expropriation.

Article 9 : Le présent arrêté sera enregistré, publié au Journal officiel et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Brazzaville, le 13 décembre 2018

Le ministre des affaires foncières et du domaine public, chargé des relations avec le Parlement,

Pierre MABIALA



REPUBLIQUE DU CONGO	
DIRECTION GENERALE DES AFFAIRES FONCIERES DU CADASTRE ET DE LA TOPOGRAPHIE DIRECTION DEPARTEMENTALE DU POOL	
PLAN DE DELIMITATION	
Section : Bloc : pte(s):	DEMANDE PAR ETAT Congolais
Superficie: 150000m ² Soit 15ha 00a 00ca	Date : Septembre 2018
Lieu : Lifoula	Enregistré sous le n° 333
Commune de Kintélé	Visa du Chef de Service
Départementale du Pool	Le Directeur
Levé et dressé par: MBEMBA Isidore	
Dessiné par: Rodestin NTARI	
Echelle: 1/3250	
Mise à jour le:	
Par:	

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL, DE LA FORMATION QUALIFIANTE ET DE L'EMPLOI

Décret n° 2018-461 du 15 décembre 2018

portant scission-dissolution d'un établissement public dénommé « office national de l'emploi et de la main-d'œuvre », en sigle « ONEMO »

Le Président de la République,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 022-88 du 17 septembre 1988 remplaçant et complétant la loi n° 1-86 du 22 février 1986 modifiant la loi n° 3-85 du 14 février 1985 portant création de l'office national de l'emploi et de la main-d'œuvre et modification du code du travail ;

Vu le décret n° 2017-371 du 21 août 2017 portant nomination du Premier ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2017-373 portant nomination des membres du Gouvernement ;

En Conseil des ministres,

Décrète :

Article premier : Il est procédé à la scission de l'office national de l'emploi et de la main-d'œuvre, en sigle « ONEMO », en deux entités.

Des textes particuliers déterminent les entités issues de la scission de l'office national de l'emploi et de la main-d'œuvre.

Article 2 : La scission de l'office national de l'emploi et de la main-d'œuvre emporte, de plein droit, sa dissolution.

Article 3 : Un commissaire à la scission, nommé conformément au droit commun, est chargé de la conduite des opérations de scission.

Article 4 : Les opérations de scission de l'office national de l'emploi et de la main-d'œuvre démarrent à la date de la dissolution. Elles prennent fin après le transfert définitif des actifs aux entités à créer.

Article 5 : La dissolution de l'office national de l'emploi et de la main-d'œuvre, par voie de scission, n'emporte pas sa liquidation.

Article 6 : La direction générale de l'office national de l'emploi et de la main-d'œuvre demeure en fonction jusqu'à la fin des opérations de scission de ce dernier. Elle gère les affaires courantes.

Article 7 : L'actif net sain de l'office national de l'emploi et de la main-d'œuvre est transféré de plein droit à chacune des deux entités issues de sa scission-dissolution.

Son actif net malsain est transféré au trésor public.

Article 8 : Les deux entités à créer subséquemment à la dissolution de l'office national de l'emploi et de la main-d'œuvre reprendront les contrats de travail en cours des travailleurs dudit office.

Elles se les répartiront selon le rapport entre leur objet et les profils desdits travailleurs.

Article 9 : Le régime budgétaire et comptable de l'office national de l'emploi et de la main-d'œuvre est maintenu pendant la durée des opérations de scission.

Le comptable public demeure en fonction jusqu'à la clôture des opérations de scission. Il en est de même des agents appelés à assister le commissaire à la scission.

Le compte financier est établi par le comptable public et transmis au commissaire à la scission, pour la clôture des opérations.

Article 10 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 15 décembre 2018

Par le Président de la République,

Denis SASSOU- N'GUESSO

Le Premier ministre, chef du Gouvernement,

Clément MOUAMBA

Le vice-Premier ministre, chargé de la fonction publique, de la réforme de l'Etat, du travail et de la sécurité sociale,

Firmin AYESA

Le ministre des finances et du budget,

Calixte NGANONGO

Le ministre de la justice et des droits humains et de la promotion des peuples autochtones,

Aimé Ange Wilfrid BININGA

Le ministre de l'enseignement technique et professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi,

Antoine Thomas Nicéphore FYLLA SAINT-EUDES

Arrêté n° 14053 du 19 décembre 2018 réglementant la gestion transitoire de l'office national de l'emploi et de la main-d'œuvre dissout

Le ministre de l'enseignement technique et professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi,

Vu la Constitution ;

Vu le décret n° 2009-397 du 13 octobre 2009 relatif aux attributions du ministre de l'enseignement technique professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi ;
Vu le décret n° 2009-514 du 30 décembre 2009 portant organisation du ministère de l'enseignement technique, professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi ;

Vu le décret n° 2017-373 du 21 août 2017 portant nomination des membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 2018-461 du 15 décembre 2018 portant scission-dissolution d'un établissement public dénommé « office national de l'emploi et de la main d'œuvre », en sigle « ONEMO »,

Arrête :

Article premier : Le présent arrêté régleme la gestion de l'office national de l'emploi et de la main-d'œuvre pendant la période transitoire, comprise entre sa dissolution et la fin des opérations relatives à sa mise en œuvre.

Article 2 : Pendant la période transitoire, le directeur général gère les affaires courantes de l'office national de l'emploi et de la main-d'œuvre. Cette limitation de prérogatives s'étend aux directeurs centraux, directeurs départementaux et autres responsables d'entités placées sous l'autorité du directeur général.

Article 3 : Sont exclus des affaires courantes :

- les cessions d'actifs, à titre gracieux comme onéreux ;
- les emprunts ;
- la conclusion de contrats ou autres conventions, quel qu'en soit l'objet ;
- les investissements ;
- les embauches, licenciements, promotions, les mouvements du personnel (mise en disponibilité, mutations, détachement), les offres de stages et/ou toute décision susceptible de modifier la situation et/ou les effectifs des ressources humaines de l'office ;
- l'organisation et/ou la participation à des séminaires, la mise en formation ;
- les missions et autres voyages à l'étranger, ceux à l'intérieur du pays devant être strictement circonscrites dans le cadre de la gestion des affaires courantes ;
- les transactions, les exonérations, la signature de protocole d'accord mettant à la charge de l'office la renonciation à la perception des taxes et/ou toute somme d'argent ordinairement perçue par lui dans le cadre de la mise en œuvre de ses prérogatives ;
- la signature de protocoles d'accord relatifs à la mise en formation des demandeurs d'emplois et autres catégories de postulants ;
- toute décision susceptible de modifier le patrimoine, et/ou susceptible d'impacter l'ordonnancement juridique de l'organisme tel qu'il se constituait, se composait et était connu à la date du 21 novembre 2018.

Article 4 : Sont nulles et de nul effet, toutes délégations de prérogatives et/ou de signature dont le directeur général a ou aurait antérieurement décidées.

Article 5 : Le directeur général et toute personne concernée assistent le commissaire à la scission et/ou tous autres experts dûment mandatés dans l'élaboration des textes organiques des entités issues